

*Initiatives ministérielles*

le capot de cette voiture, à taillader les durites, à arracher les bougies et à taper sur le moteur avec un marteau de forgeron.

Voici maintenant que, en présentant ce projet de loi, les conservateurs disent essentiellement aux Canadiens que la voiture qui nous a tous coûté si cher ne fonctionne pas très bien, qu'elle ne vaut rien, que nous n'en avons jamais eu besoin de toute façon et que nous n'en aurons jamais plus besoin.

Nous, du Nouveau Parti démocratique, ne sommes absolument pas d'accord. Nous croyons que les Canadiens veulent que l'on cesse enfin de détruire la voiture qui leur a coûté si cher. Il est à peu près temps qu'on la répare, qu'on se prépare un bon avenir énergétique et qu'on se décide à rouler. Le gouvernement n'approuve manifestement pas. Il préférerait que la voiture Petro-Canada dérape.

Mais avant d'examiner les intentions du gouvernement telles qu'elles figurent dans le projet de loi C-84, il serait utile de se rappeler comment nous en sommes arrivés là.

Il y a moins de 20 ans, la situation était au Canada telle que celle à laquelle le gouvernement propose de retourner. Il n'existait aucune société pétrolière nationale. C'était en 1973. Au lendemain de la Guerre du Yom Kippour, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'OPEP, est née de l'âpre détermination des pays arabes de ne plus se laisser manoeuvrer par l'oligarchie pétrolière de l'Ouest, de ne plus être les servantes préférées mais impuissantes des sept soeurs du pétrole.

Du jour au lendemain, le cours mondial du pétrole a atteint des sommets jusque là inimaginables. Des queues apparurent aux stations-service. Les gens n'utilisaient plus de grosses voitures qui consommaient beaucoup et les multinationales qui contrôlaient à cette époque la plupart des champs pétrolifères du bassin sédimentaire de l'Ouest ne pouvaient pas croire à leur bonne fortune.

Le gouvernement de l'Alberta augmenta les redevances sur le pétrole et le gaz, ce qui ne s'est pas vu depuis, il y a plus de dix ans. Les multinationales firent des bénéfices sensationnels et les consommateurs d'essence se sentirent trahis, isolés et exploités.

Tout le monde savait que les compagnies pétrolières faisaient des bénéfices mirobolants, mais personne en dehors de ce secteur ne savait comment ni combien. Personne ne savait combien de temps les gisements dureraient parce que du jour au lendemain, les sociétés, qui auparavant parlaient officiellement de réserves inépuisables, brandirent la menace de pénuries imminentes. Même le gouvernement fédéral se laissa prendre puisqu'il devait nécessairement se fier à l'information que lui fournissait l'industrie pour se donner une politique qui

tienne compte des nouvelles réalités. Quelque chose devait changer.

• (1640)

Dans les débats qui ont eu lieu à la Chambre en 1973, même les conservateurs réclamaient l'intervention du gouvernement pour protéger l'intérêt public. Pour conserver l'appui des néo-démocrates, le gouvernement libéral minoritaire accepta donc de créer une société pétrolière nationale et un projet de loi fut rédigé.

Ce projet de loi fut présenté en 1974, peu de temps avant les élections générales de cette année-là. C'était l'une des promesses électorales qui permirent aux libéraux de reprendre leur majorité aux élections.

Petro-Canada était née. Les trois objectifs immédiats des libéraux étaient cependant loin d'être radicaux. Premièrement, ils voulaient accélérer l'exploration des nouvelles sources d'énergie dans les régions éloignées du Canada. Cette mesure était considérée comme essentielle pour assurer des approvisionnements intérieurs adéquats.

Deuxièmement, les libéraux voulaient améliorer la sécurité des importations de pétrole de l'est du Canada en se passant des intermédiaires qu'étaient les multinationales ou du moins, en s'efforçant de faire affaire directement, d'État à État, avec les pays exportateurs de pétrole.

Troisièmement, ils voulaient garder le pouvoir et pour cela, ils devaient être considérés comme un gouvernement qui faisait quelque chose—n'importe quoi—pour faire face à la crise pétrolière.

Ils n'avaient évidemment pas l'intention de changer la nature de l'industrie pétrolière, surtout après avoir repris leur majorité en 1974.

Au cas où les grandes sociétés pétrolières le craindraient encore, Maurice Strong, premier président-directeur général de Petro-Canada, s'empressa de les rassurer. Il a fait remarquer que cette nouvelle créature pourrait même se révéler un bien malgré les apparences. «Le temps viendra, disait-il, où l'on reconnaîtra que la survie du secteur privé de l'industrie pétrolière aura été assurée en grande partie par l'existence de Petro-Canada. . . Notre présence atténuée notamment les pressions en faveur de la nationalisation de l'industrie toute entière.»

C'était peut-être renchéris sur la perfection, mais le message était suffisamment clair. Petro-Canada ne marcherait pas trop lourdement sur les pieds des grandes sociétés pétrolières. Elle concentrerait plutôt ses efforts, du moins au début, sur le secteur amont en laissant aux multinationales le lucratif secteur d'aval du raffinage et de la commercialisation.